

La France est en train de s'effondrer



Démission et lâcheté des politiques, laxisme judiciaire permanent face à la racaille, résignation face au tsunami migratoire, délabrement de l'école républicaine, tout pousse les insurgés de nos banlieues à se lancer dans une escalade de la violence et les migrants à se comporter en territoire conquis, comme à Calais.

Il n'y a plus d'Etat, plus de réponse pénale, plus de peur du gendarme, c'est donc la loi des voyous qui comble le vide et s'installe dans les zones de non-droit abandonnées par la République. On assiste à un dramatique abandon de l'ordre républicain et à l'ensauvagement généralisé de notre société.

Quand des mineurs élevés au sein de la République cherchent à tuer des policiers, c'est bien la preuve de l'effondrement de la nation. Sur les 15 millions d'immigrés de ces dernières décennies, combien ne se sentent pas Français et rejettent tout ce qui représente la République, ses valeurs, son histoire, sa culture, son mode de vie ? Un million, deux millions ou davantage ? Personne ne sait et ne veut savoir.

Quand l'Etat envoie ses gendarmes pour faire barrage aux policiers révoltés qui manifestent, c'est bien la preuve que plus rien ne va.

Cet effondrement se manifeste dès l'école, où les profs ont perdu toute autorité.

Ils récoltent ce qu'ils ont semé depuis 30 ans en prêchant le vivre ensemble, le droit à la différence, et en politisant leur enseignement au lieu de se consacrer à la transmission du savoir. Rien n'est gratuit dans la vie. Ils paient la facture de leur inconscience et de leur engagement politique destructeur de la nation.

Les jeunes rebelles de l'école d'aujourd'hui, sont les insurgés de demain.

Où est donc passée la France paradisiaque de la fin des Trente Glorieuses ? La France riche et sans chômage qui vivait partout en toute sécurité ? Nos élus ont tout détruit. Il ne reste rien de cet héritage inestimable légué par de Gaulle.

Les exemples de la capitulation généralisée sont légion.

Pour le maire d'Aulnay-sous-Bois **“Le problème, ce ne sont pas les zones de non-droit, ce sont les zones de non-loi”**.

En deux ans, cet élu compte 41 fonctionnaires de police blessés, mais 28 classements sans suite pour des infractions graves dont les auteurs sont pour la plupart des multirécidivistes ou des multiréitérants.

Caillassage en règle d'un bus circulant dans la ville pendant près de dix jours et au même endroit par cinq mineurs interpellés en flagrance. Résultat : deux d'entre eux ont eu droit à un simple rappel à la loi par un OPJ, les trois autres se sont “fait gronder” par le procureur comme de petits garnements pris le doigt dans le pot de confiture. **“Ils sont mineurs, alors on ne peut rien faire”**.

Mais si, on peut faire. Il suffit de supprimer le social aux familles pendant un an et ça calmera le jeu. Mais l'Etat ne veut RIEN faire. Il a peur, peur des émeutes, peur de l'insurrection généralisée, alors que précisément, ce sont son laxisme et sa lâcheté qui sèment quotidiennement les germes de la guerre civile qui s'annonce.

On connaît le tragique épisode de Viry-Châtillon, quand une vingtaine de barbares ont tenté de brûler vifs des policiers. Mais quelques jours plus tard, en province, **“un jeune de 15 ans interpellé avec un cocktail Molotov allumé à la main et s'apprêtant à faire la même chose, n'a fait l'objet d'aucune poursuite”**, selon un représentant du Syndicat indépendant des commissaires de police.

“A Marseille, en dépit d'une problématique spécifique d'attaques à répétition au couteau, le port d'armes blanches n'est jamais poursuivi”.

Il y a donc bien démission de l'Etat, malgré les rodomontades de Cazeneuve.

“Un individu interpellé avec 600 g de cannabis et pour recel de vol, déjà jugé pour une cinquantaine d'affaires : escroquerie, stupéfiants, recel, vol avec effraction, dégradation, n'a écopé que de huit mois avec sursis”.

Preuve que la récidive n'est jamais sanctionnée.

Les parquets français affirment ne pas détenir de statistiques sur les violences contre des policiers et les réponses pénales correspondantes. Jean-Jacques Urvoas a promis une totale transparence des chiffres. A suivre...

“Le garde des Sceaux convient que nous sommes au bord d'un embrasement de certains quartiers et que tout peut basculer”, selon Patrice Ribeiro secrétaire général du syndicat Synergie-officiers.

Mais qu'attend donc Urvoas pour faire appliquer le Code Pénal par les magistrats ?

“Nous sommes menacés de guerre civile” nous dit J.P Chevènement.

Les langues se délient et évoquer la guerre civile ne provoque plus de tollé chez les bien-pensants. Hollande parle de partition du pays. Nul ne réagit. Les immigrationnistes se taisent. Ils savent qu'ils ont tout faux. La gauche s'est encore trompée depuis trente ans sur l'immigration et l'islam.

Tout comme elle s'est trompée sur les goulags soviétiques, sur Mao, sur Pol-Pot et tous les despotes qu'elle a vénérés au nom de l'idéologie communiste qui a fait 100 millions de morts.

Cette gauche anti française n'a su que faire le procès de la France, salissant son admirable œuvre colonisatrice, en oubliant deux vérités essentielles : primo ce que nous avons trouvé en arrivant en Afrique, esclavage, guerres tribales, famines, épidémies, sacrifices humains et cannibalisme dans certaines contrées; et secundo, ce que les Africains ont fait de leur indépendance, un véritable saccage de l'héritage colonial.

Et on en est encore à faire le procès des croisades, lesquelles n'avaient d'autre but que de libérer les Lieux Saints !!

Il est temps de se réveiller. On ne conjurera pas la guerre civile à coups de niaiseries comme “l'identité heureuse” ou “ l'immigration richesse pour la France”, ou encore “l'islam religion de paix et d'amour”.

Si on ne rétablit pas l'ordre républicain dès l'école, si on ne se lance pas dans la reconquête des quartiers en éradiquant le trafic de drogue et le trafic d'armes, et si on ne combat pas l'islam radical avec force, alors nous aurons une guerre civile qui ravagera le pays durablement. La France de demain

c'est le Liban des années 80.

Face à la menace, les policiers sont aux avant-postes. Qui d'autre qu'eux connaît mieux le risque d'insurrection généralisée qui guette le pays ?

C'est pour cela que le gouvernement en a peur. Parce que leur mouvement réveille les consciences et va démasquer une vérité que les élites tentent de cacher depuis trente ans :

L'immigration de masse et l'islam politique sont en train de dynamiter notre société millénaire. Tout le contraire de cette "chance pour la France" dont nos élites irresponsables nous ont abreuvés depuis des décennies.

Jacques Guillemain